

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1554

Rubrik: Suisse-Europe

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

En bons et loyaux Européens

**L'Union européenne a vu son unité éclater
sous la pression de la crise irakienne.
L'expérience helvétique fournit
quelques repères pour l'interpréter.**

Alors que la première bombe n'avait pas encore explosé sur Bagdad, l'avant-guerre irakienne avait fait une première victime: l'unité européenne fragmentée. Si le combat des chefs, Blair - Chirac, a été abondamment mis en scène, alors que des informations souvent creuses tournent en boucles, on sait peu de choses, par exemple, sur le comportement du Danemark qui s'est rangé - pour quelles raisons? - dans le camp états-unien. Rien d'autre que l'image du Premier ministre danois sur lequel un contestataire avait versé un seau de peinture rouge. Or l'unité européenne nous concerne au premier chef, pas seulement comme candidat à l'adhésion (en hibernation), mais comme voisin de pays aux politiques opposées: France, Allemagne, Italie. D'autre part, le chemin historique de la Confédération est-il de nature à éclairer la problématique européenne? La neutralité ou du moins la prudence dans les engagements extérieurs ne serait-elle pas la condition politique qui permet de maîtriser les forces centrifuges?

Loyauté

Ce que les Suisses ont appris à développer durant les siècles d'une histoire difficile, c'est la loyauté dans les rapports confédérés. La formule, devenue désuète, est toujours riche de sens et d'expérience: «en bons et loyaux Confédérés». L'alliance, par prin-

cipe, exclut des comportements «piégeux». Jacques Chirac l'a rappelé aux nouveaux adhérents, malheureusement sur un ton de père fouettard totalement déplacé («mal élevés», «ont perdu une occasion de se taire»). Plutôt que d'un délégué aux affaires étrangères, rentré dans l'ombre dès le début de la crise, l'Union européenne aurait besoin d'un code de bonne conduite.

La deuxième expérience helvétique est l'incompatibilité entre l'union et l'option par un des membres d'une alliance séparée. Zurich, au XV^e siècle, fit le choix de l'alliance avec l'Autriche mais au prix d'une guerre avec les Confédérés. La Suisse moderne s'est bâtie sur le refus de toute al-

liance séparée (Sonderbund). Certes les pays de l'Union se retrouvent tous regroupés dans la grande alliance de l'OTAN, mais le statut d'allié plus proche des Etats-Unis que les autres, que cultive la Grande-Bretagne, n'est pas compatible avec l'esprit confédéral.

La structure de 1945

Ces disparités éclatent au Conseil de sécurité de l'ONU. Les sièges permanents français et anglais sont l'expression des rapports de force au sortir de la guerre. Ils ne sont plus compatibles, dans la mesure où il en est fait un usage purement national, avec l'Union des pays européens ayant surmonté le traumatisme

de la guerre. En espérant qu'un jour l'Union européenne pourra en revendiquer l'attribution, ils ne devraient être exercés qu'après une coordination interne rigoureuse.

Enfin l'Union européenne n'est pas crédible tant qu'elle est incapable de constituer une force armée commune, sous commandement unique et qui soit l'affirmation de l'alliance des pays européens confédérés. A défaut, l'OTAN et les Etats-Unis apparaîtront aux pays à l'indépendance fraîchement retrouvée comme une meilleure et plus sûre assurance. La guerre d'Irak est un révélateur. L'Union européenne comme confédération politique reste à construire. ag

Visions anciennes d'une Conseillère fédérale

En 1989, le Collège du travail, créé à Genève par Lucien Tronchet, a publié *De Hiroshima à Tchernobyl*, une brochure consacrée au mouvement socialiste et aux mouvements sociaux (Suisse, 1945-1989). On y retrouve des textes d'auteurs rassemblés et présentés par Pascal Holenweg, annotés par Jacqueline Berenstein-Wavre et André Chavanne. Parmi ceux-ci, quelques pages sur *Les futurs du socialisme* de la nouvelle Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, alors «licenciée en Hautes Etudes Internationales, présidente du Parti socialiste genevois, députée au Grand Conseil de Genève». La légende de l'illustration de l'article annonce: «La lutte entre le travail et le capital - une moderne bataille de Sempach». Le texte commence ainsi: «A Genève, en Suisse, le socialisme connaît des difficultés (résultats électoraux, effectifs, militantisme)». Suivent des développements sur la solidarité, l'écologie, la liberté dans le travail, l'extension de la démocratie et des droits de l'homme pour aboutir à la conclusion: «La solidarité internationale a été le creuset du socialisme genevois et suisse; elle reste une préoccupation constante; elle le sera encore à l'avenir. Cette solidarité internationale est enfin la condition de la résolution pacifique des conflits et du maintien de la paix. C'est là un engagement d'importance pour la social-démocratie». Bel idéal!

René Lévy avait raison de noter: «Le PS a peine à évoquer un rêve mobilisateur ou à indiquer des expériences socialistes à large échelle et encourageantes.» C'était le cas. C'est toujours le cas actuellement. Ne l'oublions pas! cfp